

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 2 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14 novembre 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Océalia

51 rue Pierre Loti
16100 Cognac

site sis La Braudière 86700 Romagne

Références : 2025 1427 UbD16-86 Env86
Code AIOT : 0007203493

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 novembre 2025 dans l'établissement Océalia implanté lieu-dit La Braudière 86700 Romagne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Océalia
- La Braudière 86700 Romagne
- Code AIOT : 0007203493
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site accueille depuis 1999 une activité de stockage de céréales dans plusieurs cellules avec un séchoir associé, ainsi qu'une activité de criblage. Une citerne GPL est également présente sur le site. Des stockages d'engrais et de produits dangereux pour l'environnement sont aussi présents mais à une quantité inférieure aux seuils ICPE.

Le département de la Vienne ayant été affecté par plusieurs départs de feu dans les séchoirs en automne 2024, cette inspection est essentiellement concentrée sur le séchoir.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement séchoir	Code de l'environnement du 01/09/2025, article R. 511-9	Demande d'action corrective	1 mois
2	Contrôle périodique / périodicité	Code de l'environnement du 01/09/2025, article R. 512-55 / R. 512-57	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
3	Contrôle périodique / non-conformités majeures	Code de l'environnement du 01/09/2025, article R. 512-59-1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois / 1 mois
5	Surveillance	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article ANN I / point 3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Consignes	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article ANN I / point 3.7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Déclaration accident	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article ANN I / point 1.5
7	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article ANN I / point 4.1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le service en charge des installations classées pour la protection de l'environnement demande à l'exploitant la mise en place des actions correctives suivantes :

- télédéclaration de la cessation d'activité au titre de la rubrique 2910 ;
- réalisation du contrôle périodique au titre de la rubrique 2260-1 : Broyage, concassage, criblage ;
- levée des non-conformités : du contrôle périodique au titre de la rubrique 2160 (étude foudre à réaliser), et au titre de la rubrique 4718 (mise en fonctionnement de la rampe d'arrosage située au-dessus de la citerne GPL) ;
- mise en place de formation systématique « séchoir » à renouveler a minima tous les 3 ans pour les agents permanents ;
- création de consignes adaptées aux spécificités du séchoir site (procédures d'arrêt, de nettoyage, et d'extinction d'incendie sur le séchoir) et d'un registre de suivi de l'entretien.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement séchoir

Référence réglementaire : Code de l'environnement article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2260
Prescription contrôlée : Rubrique 2260 <i>Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 2101, 2102, 2111, 2140, 2150, 2160, 2170, 2220, 2240, 2250, 2251, 2265, 2311, 2315, 2321, 2330, 2410, 2415, 2420, 2430, 2440, 2445, 2714, 2716, 2718, 2780, 2781, 2782, 2790, 2791, 2794, 3610, 3620, 3642 ou 3660</i>
Constats : Le site est actuellement classé pour les rubriques suivantes : - 2160 (« <i>Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.</i> ») L'exploitant a établi un état des stocks des céréales le jour de la visite d'inspection. Étant donné qu'il y a bien une activité de stockage de céréales associée, le séchoir ne nécessite pas un classement au titre de la rubrique 2260-2. - 2260-1 (« <i>Broyage, concassage, criblage ... des substances végétales et tous produits organiques naturels</i> ») hors séchage. L'exploitant confirme la puissance de 170 kW de la déclaration initiale (activités de criblage-concassage). - 4718 (« <i>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène</i> »). Il s'agit du stockage de gaz sur le site, d'une quantité de 44 tonnes. En outre, le site est classé pour la rubrique suivante : - 2910 (« <i>Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931</i> »). Il s'agit de la combustion pour l'activité du séchoir. Ce classement n'est pas nécessaire puisque cette combustion est incluse dans le classement du séchoir au titre de la rubrique 2160. L'Inspection des Installations Classées (IIC) demande à l'exploitant de faire une télédéclaration de cessation d'activité pour cette rubrique via le lien : https://demarches.service-public.gouv.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1 en utilisant le Code AIOT : 0007203493 Antérieurement, le site était classé au titre des rubriques 4510 (stockage de produits dangereux pour l'environnement), et 4702-2, et 4702-3 (stockage d'engrais solides composés de nitrate d'ammonium). Cependant, les quantités de stockage sur ce site ont diminué et l'exploitant avait demandé le retrait de ces classements par courrier en date du 13 mai 2022.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit procéder à une télédéclaration pour demander la cessation d'activité au titre de la rubrique 2910.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Contrôles périodiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement article R. 512-55 / R. 512-57
Thème(s) : Situation administrative, Périodicité de 5 ans
Prescription contrôlée : <i>R. 512-55 - Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9.[...]</i> <i>R. 512.57I. - La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de " management environnemental " a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation ("European Cooperation for Accreditation " ou " EA ").</i> <i>II. - Sont dispensées du contrôle prévu au I les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009 du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (" EMAS "), sous réserve que la déclaration environnementale établie par cette organisation en application de ce règlement couvre la conformité des installations classées à la réglementation.</i>
Constats : L'exploitant a transmis à l'IIC les contrôles périodiques au titre de la rubrique 2160 ("Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires [...] "), et au titre de la rubrique 4718 ("Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel [...]"). Pour ces deux rubriques, le contrôle initial a été réalisé le 8 décembre 2023 par Bureau Véritas, puis un contrôle complémentaire a été fait le 17 décembre 2024. Le contrôle complémentaire au titre de la rubrique 2160 fait état d'une non-conformité majeure concernant le risque foudre (cf point de contrôle suivant sur les non-conformités). Le contrôle complémentaire au titre de la rubrique 4718 fait état d'une non-conformité majeure concernant la rampe d'arrosage (cf point de contrôle suivant sur les non-conformités). L'exploitant n'a pas réalisé le contrôle périodique au titre de la rubrique 2260-1 "activités relevant du travail mécanique[...] " hors séchage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'IIC demande à l'exploitant de faire réaliser le contrôle périodique au titre de la rubrique 2260-1.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Contrôle périodique / non-conformités majeures

Référence réglementaire : Code de l'environnement article R. 512-59-1
Thème(s) : Situation administrative, Levée des non-conformités
Prescription contrôlée : <i>Lorsque le rapport de visite mentionné à l'article R. 512-59 fait apparaître des non-conformités majeures telles que définies à l'article R. 512-58, l'exploitant adresse à l'organisme de contrôle par écrit et dans les trois mois qui suivent la réception du rapport de visite un échéancier des</i>

<p><i>dispositions qu'il entend prendre pour y remédier.</i></p> <p><i>Après avoir pris les dispositions nécessaires pour remédier à ces non-conformités et dans un délai maximal d'un an à compter de la réception du rapport de visite, l'exploitant adresse une demande écrite à l'organisme agréé qui a réalisé le contrôle initial pour que soit réalisé un contrôle complémentaire ne portant que sur les prescriptions dont la méconnaissance a entraîné des non-conformités majeures.</i></p> <p><i>Ce contrôle complémentaire est effectué au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de la demande de l'exploitant.[...]</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle complémentaire au titre de la rubrique 2160 en date du 17 décembre 2024 fait état d'une non-conformité majeure persistante concernant le risque foudre : une étude doit être réalisée pour répondre à l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 28 décembre 2007. L'exploitant présente un échéancier de la réalisation des analyses du risque foudre pour ses silos dans la Vienne : pour Romagne, l'étude est prévue en avril 2026 par PM Expertise.</p> <p>Le contrôle complémentaire au titre de la rubrique 4718 en date du 17 décembre 2024 fait état d'une non-conformité majeure persistante concernant la rampe d'arrosage installée au-dessus du stockage de gaz qui n'a pas pu être testée (vanne d'arrosage non trouvée).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réaliser l'analyse du risque foudre, transmettre le rapport dès sa production et mettre en œuvre les éventuels travaux afin de lever la non-conformité ; - justifier que la rampe d'arrosage de la citerne de stockage de gaz est fonctionnelle (délai 1 mois).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois (foudre) / 1 mois (rampe)</p>

N° 4 : Déclaration accident

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article ANN I / point 1.5</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Incendie séchoir</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Un départ de feu s'est produit dans le séchoir l'année précédente le 31 octobre 2024. L'exploitant explique qu'il a été favorisé par une météo humide avec un taux d'humidité atypique dans les céréales.</p> <p>Depuis, des actions préventives ont été mises en place : l'ajout de caméras (non thermiques) pour détecter notamment la présence de fumées. Des filtres ont été également ajoutés au niveau du séchoir (afin d'éviter un éventuel retour de grains/poussières incandescentes). Le système d'aspersion du séchoir a été branché.</p> <p>D'autres mesures techniques étaient déjà en place sur le site et sont détaillées dans le point de</p>

<p>contrôle n°6 "Consignes".</p> <p>L'IIC a informé l'exploitant de la possibilité de télédéclarer les accidents/ incidents dès maintenant avec le lien suivant : https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939</p> <p>Cette télédéclaration sera obligatoire à partir de janvier 2026 en cas d'accident ou d'incident.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance du séchoir

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article ANN I / point 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance
<p>Prescription contrôlée : <i>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</i></p>
<p>Constats : Le séchoir fonctionne uniquement en présence d'agents sur le site. Il ne fonctionne pas la nuit. Il y a 3 agents sur le site en période de séchage dont un agent permanent et un agent saisonnier qui s'occupent, notamment, du séchoir. Ils effectuent des rondes : surveillance visuelle, détection d'odeurs... Ils évaluent également l'état des grains, notamment leur humidité et leur température (relevé manuel toutes les demi-heures environ) afin d'adapter les paramètres de séchage. Le séchoir est équipé de plusieurs sondes thermiques permettant de détecter un éventuel point chaud et de le localiser via une alarme visuelle. La formation "séchoir" est dispensée par ARCM à une fréquence annuelle pour les agents saisonniers et tous les 2 ou 3 ans pour les agents permanents. L'agent permanent en charge particulièrement du séchoir a, selon lui, effectué sa dernière formation en 2022. Un autre agent permanent a bénéficié de la formation en 2024. L'agent saisonnier a bénéficié de la formation en septembre 2025 (attestation présentée).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'IIC demande à l'exploitant de lui transmettre les dernières attestations de formation relative au séchoir, et, si la précédente formation date de plus de 3 ans, de dispenser la formation à l'agent permanent en charge du séchoir.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article ANN I / point 3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
<p>Prescription contrôlée : <i>Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal,</i></p>

entretien...) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de conduite des installations, de sécurité et de limitation et/ou traitement des pollutions et nuisances générées ;
- le programme de maintenance et les dates du nettoyage ;
- un programme de surveillance des installations, avec une fréquence adaptée à l'âge et à l'état des structures, afin de prévenir les risques d'effondrement ou de rupture des capacités de stockage. Notamment, dans le cas des structures gonflables et des tentes, l'exploitant prend toute disposition pour s'assurer de la résistance de l'ancrage et de la fixation au sol. Les résultats de cette surveillance sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.- les conditions de conservation et de stockage des produits.[...]

L'ensemble du personnel, y compris intérimaire ou saisonnier, est formé à l'application de ces consignes d'exploitation et des consignes de sécurité définies au 4.7

Constats :

Le site dispose des consignes suivantes :

- consigne de sécurité incendie séchoir :
- une consigne d'exploitation du séchoir
- une note de sécurité sur le stockage des céréales
- une consigne de sécurité et d'alerte des secours
- une fiche de consignes générales de sécurité
- une procédure de démarrage du séchoir

La procédure de démarrage du séchoir semble bien spécifique et adaptée au site de Romagne. Cependant, les autres consignes de sécurité incendie, exploitation du séchoir, stockage des céréales, alerte des secours, et de consignes de sécurité sont générales et pas spécialement adaptées au site.

Il n'y a pas de procédures d'arrêt et de nettoyage du séchoir.

Concernant le programme d'entretien et de maintenance, le site a un contrat de maintenance préventive avec ARCM. Il n'y a pas de registre de maintenance informatisé, mais il existe une check list des points de contrôles effectués par ARCM dans le cadre de leur contrat.

Des mesures techniques sont également mises en place pour prévenir les incendies :

- des sondes thermiques permettant de localiser une anomalie via une alarme visuelle sur le synoptique de commande. La détection d'un point chaud arrête automatiquement l'alimentation du séchoir. Les agents doivent ensuite arrêter manuellement la ventilation du séchoir, l'alimentation en gaz...
- présence d'un système d'aspersion, d'une colonne sèche, d'extincteurs, d'un système de vidange rapide du séchoir ainsi que d'un transporteur "décapotable" permettant d'évacuer rapidement les grains du séchoir et de les arroser à l'extérieur. Sont fixés également sur le séchoir des tuyaux rigides alimentés en eau sur lesquels les agents peuvent brancher des tuyaux souples afin d'arroser l'intérieur du séchoir. Une réserve d'eau pour l'extinction d'un incendie est également présente sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit établir les consignes suivantes, adaptées au séchoir du site :

- consigne de sécurité incendie
- procédure de nettoyage au quotidien, et avant et après les campagnes de séchage

- procédure d'arrêt
L'exploitant doit également créer un registre afin de définir le programme de surveillance, suivre les contrôles et travaux de maintenance effectués ainsi que les dates de réalisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article ANN I / point 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (incendie, explosion) pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.</i></p> <p><i>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les aires de manipulation, manutention et stockage des produits font partie de ce recensement.</i></p> <p><i>L'exploitant dispose d'un plan général des installations indiquant ces différentes zones.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'IIC le plan de localisation des risques du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite